



Grand Oral de
**Michel
BARNIER**

Ancien vice-président
de la Commission européenne

en partenariat avec la librairie
La Machine à Lire

« Jury » présidé par

Jefferson DESPORT, Journaliste à Sud Ouest

Judi 16 avril 2015

17h00 – 19h00 • Amphi Montesquieu • Sciences Po Bordeaux

30
30 ANS 1984 - 2014

INTRODUCTION

À un moment où l'Union européenne montre des signes tangibles de faiblesse suite à la crise économique de 2008 et aux graves difficultés de certains États, l'opportunité d'accueillir aux Rencontres Sciences Po/ Sud Ouest Michel Barnier est tout à fait bienvenue. Michel Barnier qui a été à deux reprises commissaire européen et vice-président de la Commission européenne vient d'être récemment nommé par Jean-Claude Juncker conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité auprès de la Commission et de la Haute représentante et Vice-Présidente Federica Mogherini. Il est vrai que Michel Barnier connaît bien le dossier, lui qui a présenté en 2006 un rapport sur ces questions au président sortant, Manuel Barroso, rapport en faveur d'une force européenne de protection civile. Comment réactiver les idéaux européens quand la frilosité l'emporte entre les 28 États de l'UE, atteints par le syndrome du repli national, sur un continent où les menaces internationales se sont sérieusement réveillées. Michel Barnier fort de ses expériences européennes et nationales –il a occupé plusieurs fonctions ministérielles sans compter ses fonctions d'élu national et local- saura sans doute communiquer ses convictions et énoncer des propositions. Nos étudiants pourront notamment aborder avec lui des questions économiques et politiques qui les passionnent. Sans doute cet homme de la montagne saura-t-il regarder les difficultés en face, peut-être aussi faire partager sa patience obstinée, en nous faisant prendre un peu de hauteur par rapport au climat d'eurosepticisme ambiant.

Julien Chasserieu (4^{ème} année), Valentin Chevalier (3^{ème} année), Alexandre Fongaro (4^{ème} année), Marie Georges (3^{ème} année), Alexane Hervy (3^{ème} année), Lucille Labayle (1^{ère} année), Guilhem Labourel (4^{ème} année), Guillaume Lenglet (5^{ème} année), Marine Manzinello (4^{ème} année), Théophile Morice (5^{ème} année), Marie-Lise Picard (4^{ème} année), Morgane Quemener (4^{ème} année) et Simon Tazi (3^{ème} année) sont venus préparer cette rencontre aidés par Edwin Le Héron, Maître de conférences en Sciences économiques et sociales à Sciences Po Bordeaux et Jefferson Desport, journaliste à Sud Ouest qui a bien voulu également animer le Grand Oral. Je les en remercie bien sincèrement.

Françoise Taliano-des Garets
Professeure d'Histoire contemporaine
Coordnatrice des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest

Biographie

Michel Barnier

Né le 9 janvier 1951 à La Tronche dans le département de l'Isère, Michel Barnier est un homme politique français membre de l'UMP. Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris en 1972, il consacre ensuite sa vie à la politique en commençant par occuper des mandats locaux. C'est dans ses terres savoyardes qu'il débute sa carrière d'élu en tant que conseiller général du canton de Bourg-Saint-Maurice tout en enchaînant les postes de chargé de mission ministériel auprès de Robert Poujade puis de Pierre Mazeaud. A la suite des élections législatives de 1978, il est élu député de la Savoie et devient par là même le plus jeune député de l'hémicycle à seulement 27 ans. En mars 1982, il est élu président du conseil général de la Savoie et se dévoue entièrement avec le champion Jean-Claude Killy à la préparation de la candidature puis de l'organisation des XVI^e Jeux Olympiques d'Albertville en 1992. Michel Barnier s'engage très tôt dans la protection de l'environnement et signe un rapport parlementaire intitulé *Chacun pour tous et cent propositions pour l'environnement* en 1990. Trois ans plus tard, il entre au gouvernement chargé du portefeuille de l'Environnement. Son engagement pour l'Europe débute en 1995 quand il est promu ministre délégué aux Affaires européennes, poste qu'il occupe jusqu'en 1997. Il est alors le chef de la délégation française lors de la négociation du traité d'Amsterdam. A la tête de ce ministère, Michel Barnier souhaite consolider la présence française dans les pays d'Europe centrale tout en faisant oeuvre de pédagogie sur l'Europe auprès des citoyens.

Le 16 septembre 1999, il commence sa carrière à la Commission européenne où il est chargé de la politique régionale et de cohésion. Il a également la responsabilité de penser une réforme des institutions ainsi que l'élaboration de la Convention européenne sur l'avenir de l'Europe. Il représente d'ailleurs la Commission au sein du Présidium de la Convention sur l'avenir de l'Union présidé par M. Giscard d'Estaing.

En 2003, il fonde un club politique, « Nouvelle République » qui se fixe pour objectif d'améliorer le dialogue entre les hommes politiques, les chefs d'entreprises et les citoyens tout en promouvant le projet européen. Le 31 mars 2004, il entre de nouveau au gouvernement et prend la tête de la diplomatie française au Quai d'Orsay. Il a notamment la charge des négociations lors des enlèvements en Irak des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot mais aussi de Florence Aubenas.

Très attaché à la création d'une force de défense européenne, il est nommé le 17 février 2015 conseiller spécial du Président de la Commission européenne, M. Barroso, et présente un rapport en ce sens. A la suite du soutien apporté à Nicolas Sarkozy, M. Barnier est nommé ministre de l'Agriculture et de la Pêche du deuxième gouvernement Fillon. Le 24 janvier 2009, il obtient l'investiture UMP pour la circonscription Ile-de-France en vue des élections européennes. Une fois élu, il obtient le 10 février 2010 le portefeuille de commissaire européen au Marché Intérieur et aux Services. Vice-président du PPE depuis 2012 aux côtés de l'irlandaise Lucinda Creighton, il est pressenti pour être le candidat du PPE à la présidence de la Commission. Cependant, ce poste échoit à Jean-Claude Juncker. En 2014, il publie un livre-programme intitulé *Se reposer ou être libre* qui détaille ses propositions s'il avait eu à briguer la présidence de la Commission. Le 5 février 2015, Laurent Wauquiez lui est préféré pour conduire la liste UMP aux élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes. A la mi février 2015, Jean-Claude Juncker le nomme conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité auprès de la Commission européenne.

Quelques publications

Se reposer ou être libre, Michel Barnier, Paris, Gallimard, 2014
Sortir l'Europe des idées reçues, Michel Barnier, Paris, Librairie Académique Perrin, 2005.
Vers une mer inconnue, Michel Barnier, Paris, Hachette, 1994.
Atlas pour un monde durable, Michel Barnier avec Quarante-Quatrième Parallèle (Illustrations), Paris, Acropole Belfond, 2007

Décorations et distinctions

Officier de la Légion d'honneur
Grand-croix de l'ordre du Mérite Allemand

Partie 1

***L'Europe,
dimension politique***

MICHEL BARNIER: « IL FAUT UN CONTRAT SOCIAL EUROPÉEN »

Le commissaire européen au Marché intérieur et aux Services appelle à un sursaut politique et à un grand débat public, au service d'une Europe toujours plus intégrée. Interview.

Michel Barnier souhaite un grand débat national sur l'avenir de l'Europe. Placide et patient, le commissaire européen aux Marché intérieur et aux Services aime sortir de ses dossiers un petit planning multicolore où apparaît l'état d'avancement de toutes ses missions, de tous ses défis. Union bancaire, régulation financière, brevet unique... De mois en mois, sans clairon, il engrange les succès et essaie d'améliorer le fonctionnement de cette Union si décriée par les opinions, persuadé que seules les avancées concrètes peuvent donner corps au rêve européen.

François Hollande dit que la crise de l'euro est proche de sa fin: confirmez-vous ce pronostic?

Oui, nous avons passé le «pic» de la crise financière à la fin du printemps 2012. Pendant les trois premières années, les dirigeants européens ont été souvent sur la défensive, décidant «le dos au mur». La liste des réformes est impressionnante : régulation des marchés, supervision, coordination économique et budgétaire dans la zone euro, réduction des déficits dans les pays trop endettés ; enfin, le volet croissance, que nous avons proposé et que la France a soutenu. Depuis le 29 juin, nous avons une réponse globale à une crise globale, et les marchés ont compris que nous ne laisserions pas la Grèce sortir de l'euro, que la solidarité et la responsabilité entre pays européens étaient solides.

On commence à voir les premières améliorations sensibles des indicateurs économiques. Les balances de paiement se redressent dans un certain nombre de pays et la notation de la Grèce vient d'être réévaluée de six crans. Les lourds efforts que les peuples de ces pays ont consentis, appuyés par la solidarité de l'Europe, paient. Mais nous sommes seulement au début de la seconde mi-temps. La situation reste fragile et les perspectives de croissance à long terme sont faibles. Un match n'est jamais gagné avant la fin de la seconde mi-temps !

La BCE ne change-t-elle pas de nature?

Non ! Je dirais plutôt que son mandat est élargi. En plus de sa mission de veiller à la stabilité des prix, elle sera chargée de la stabilité bancaire. Tout ce que fait la BCE, elle le fait dans le respect des traités qui garantissent son indépendance et ont prévu (art. 127/6) qu'elle puisse être responsable de la supervision bancaire. Pour le reste, Mario Draghi a su, avec intelligence, accompagner et soutenir le retour progressif à la confiance et faire

redémarrer le système interbancaire, totalement bloqué.

Peut-on parler de fédéralisme bancaire?

Oui, même si le mot «fédéralisme» n'a pas la même traduction en Allemagne, en France ou au Royaume-Uni. La monnaie unique est par essence fédérale. L'organisation plus intégrée du secteur bancaire est logique. Comme la coordination des politiques économiques et des budgets dans la zone euro. Jacques Delors l'avait recommandée à l'époque, mais le courage collectif et la volonté ont manqué !

Avec les accords dits de Bâle 3, les banques européennes ne seront-elles pas affaiblies face aux américaines?

Je ne crois pas. Les règles contenues dans ces accords ont pour objet de renforcer la qualité et la quantité du capital détenu par les banques, pour faire face des risques qu'elles prennent. Si la liberté de gestion, ce sont des risques et des banques fragiles, je ne pense pas que ce soit l'objectif des gouvernements européens. La politique américaine par rapport à Bâle 3 est de nature un peu différente. C'est une question de stabilité globale. Nous avons décidé ensemble de renforcer nos banques, parce que les problèmes d'une grande banque américaine ou européenne ont vite fait de devenir un problème pour l'économie mondiale tout entière. C'est ce qui s'est passé avec Lehman Brothers en 2008.

Et puis ne soyons pas naïfs : les banques sont en concurrence. Si certains pays devaient ne pas appliquer les règles pour donner un avantage à leurs banques, nous aurions un véritable problème. Ça s'appelle la «concurrence réglementaire» et c'est une des causes de la crise. Par conséquent, ne pas tenir leurs engagements serait, pour les Etats-Unis, prendre un risque pour la stabilité financière globale. Ce ne serait pas acceptable et je le leur ai dit. J'ai été critiqué, notamment dans le monde anglo-saxon, pour avoir recalibré certaines règles de Bâle lorsqu'elles me paraissaient mal conçues, comme les règles de liquidité. Mais les banques européennes financent 75 % de l'économie sur notre continent et les marchés seulement 25 %, tandis qu'aux Etats-Unis, c'est l'inverse.

Par ailleurs, nous avons choisi d'appliquer les règles prudentielles à 8 000 banques européennes, et les Américains à 30 ! Voilà pourquoi je suis soucieux du bon calibrage de ces règles, pour ne pas pénaliser

l'économie et préserver la diversité des banques, banques régionales, coopératives ou mutualistes. C'est le sens du projet européen CRD4, que nous finalisons en ce moment avec les ministres des Finances et le Parlement européen. Il n'y aura aucune naïveté européenne ! En même temps, nous n'aurons pas la mémoire courte : la crise est née d'une faiblesse des banques en capital, d'une mauvaise supervision, d'une absence d'encadrement des rémunérations et des bonus. Nous devons aux citoyens et aux contribuables de tirer toutes les leçons et nous les tirons !

L'avez-vous dit à Ben Bernanke?

J'ai écrit au chairman de la Réserve fédérale quand nous avons appris le délai de mise en oeuvre des règles de Bâle 3 par les banques américaines, qui n'appliquent pas encore les règles de Bâle 2... Bâle 3, décidé par le G 20 en présence de Barack Obama, ne sera efficace que si tout le monde joue le jeu. Je passe beaucoup de temps à expliquer ce que font les Européens et à vérifier que nos partenaires font la même chose parallèlement, avec leurs propres lois. J'attends la réponse du chairman Bernanke et veux croire que le retard américain est dû à des raisons techniques. De toute façon, les Européens éviteront à la fois le procès d'intention et la naïveté.

En quoi le brevet européen, que vous avez mis au point, est-il une révolution pour les entreprises?

Après trente ans, c'est un vrai progrès pour la compétitivité européenne ! 25 pays de l'Union viennent de s'entendre pour attribuer un titre unique de protection des inventions industrielles et de la recherche. Un brevet européen qui coûtera de 7 à 10 fois moins cher qu'aujourd'hui et mettra, dès 2014, nos entreprises, en particulier les PME, à égalité avec leurs concurrentes américaines, chinoises ou japonaises. Cette proposition, je l'avais présentée en 2011 parmi 50 autres engagements pour relancer le marché unique. Avec dix de mes collègues commissaires, nous avons visé tous les points de blocage du marché européen pour créer le meilleur «écosystème» et permettre à nos entreprises de créer de la prospérité et de l'emploi : mobilité avec les cartes professionnelles, simplification des marchés publics, signature électronique et e-commerce, entrepreneuriat social, etc.

En onze ans d'existence, l'euro a-t-il vraiment été un atout?

Dans le même marché, comment imaginer avoir 27 monnaies différentes qui se concurrencent à coups de «dévaluations compétitives» ? La monnaie unique va avec

le marché unique. Elle nous a redonné une souveraineté monétaire à l'échelle européenne. Souvenons-nous : le franc était dominé par le Mark, lui-même dominé par le dollar ! Et puis, l'objectif d'avoir des taux d'intérêt faibles et d'éviter l'inflation qui touche toujours les plus faibles a été atteint. Oui, l'euro est un atout économique, à la condition que l'on respecte désormais notre «règlement de copropriété» et que chaque pays fasse attention aux autres et à sa propre bonne gestion !

L'Europe, n'est-ce pas aussi le chômage?

Le marché unique a créé 2,7 millions d'emplois. Or, dans ce même espace commun, certains pays développent leur industrie, quand d'autres reculent : ce n'est donc pas toujours la «faute de Bruxelles» ! Je recommande de lire attentivement le rapport de Louis Gallois, qui sait de quoi il parle. Voilà le programme économique de tout gouvernement français responsable, de gauche, du centre ou de droite !

Ne faudrait-il pas nationaliser au niveau de l'Union, «européaniser» certains secteurs clefs ?

La nationalisation n'est pas un tabou ! Même les Anglais l'ont utilisée pour sauver certaines banques il y a peu. Mais, de grâce, vivons avec notre temps, celui de l'ouverture aux autres, de l'accueil des investissements étrangers et du soutien aux entreprises françaises qui exportent et se développent ailleurs. Oui, il faut «européaniser», c'est-à-dire mutualiser nos politiques nationales de recherche, d'industries de défense et de promotion de toutes les technologies clefs pour l'avenir. Il ne s'agit pas de protectionnisme mais de protection, et la bonne protection est dans l'investissement, la recherche, l'éducation. C'est tout simplement l'indépendance de l'Europe qui est en cause, sa souveraineté. Je ne comprends pas comment certains peuvent encore aujourd'hui tenir un discours rabougri de repli national, voire nationaliste. Ce ne sont pas d'hypothétiques lignes Maginot qui feront regagner à la France des parts de marchés à l'exportation... Jamais je n'accepterai que l'avenir de nos enfants se fasse à New York et se défasse à Pékin ! Jamais !

La fin de 2012 a été marquée en France par l'affaire Depardieu : à quand une harmonisation fiscale en Europe?

Dans un marché unique avec une monnaie unique, la logique est d'avoir une harmonisation des impôts, au moins ceux qui concernent les entreprises et les consommateurs. Mon collègue Algirdas Semeta [commissaire européen à l'Union douanière] a mis sur la

table un projet d'harmonisation des bases de l'impôt sur les sociétés. Dans ce domaine fiscal, tout est toujours difficile puisqu'il nous faut avancer à l'unanimité des ministres des Finances. Mais la France se tromperait en pensant que les autres pays vont s'aligner sur sa propre règle ! Je n'approuve pas ceux qui partent de France pour des raisons fiscales, mais si ce mouvement d'expatriation devait s'amplifier, alors le gouvernement devrait revoir sa politique, pour éviter que la richesse nationale ne s'en aille.

Vous qui exposez dans vos bureaux successifs la célèbre photo Adenauer-de Gaulle, n'êtes-vous pas déçu et inquiet face au couple Merkel-Hollande?

Dans une Europe à 27, bientôt 28 avec la Croatie, ce dialogue singulier entre Français et Allemands est de plus en plus nécessaire... et de moins en moins suffisant ! Il est vrai qu'Angela Merkel et François Hollande n'ont ni la même histoire ni la même sensibilité politique, qu'ils ont besoin de temps pour apprendre à agir ensemble... Mitterrand et Kohl, Chirac et Schröder ont eu besoin de ce temps aussi ! Mais je suis sûr que le président français et la chancelière allemande seront à la hauteur. Le moment de vérité sera après les élections allemandes de septembre : nous engagerons-nous ensemble, avec les autres pays volontaires, dans une nouvelle étape d'intégration économique, fiscale et politique, dans un nouveau partage de souveraineté ?

«Etre européen n'est pas une option, mais une nécessité vitale»

Je sais que cette question est difficile pour le PS. Elle l'est aussi pour l'UMP. Je souhaiterais tellement qu'on tienne un grand débat national sur l'avenir de l'Europe et celui de la France, qui vont ensemble, qu'on n'ait plus «l'Europe honteuse», qu'on dise avec conviction aux Français qu'on peut, qu'on doit être en même temps patriote et européen ! Bref, qu'on ne sacrifie plus «l'avenir au présent», comme le disait déjà Pierre Mendès France. Parfois, quand j'observe la politique française, si hexagonale, j'ai l'impression que certains sacrifient même l'avenir au passé.

Trouvez-vous en François Hollande, «fils spirituel» de Jacques Delors, la foi européenne escomptée?

Il se situe dans la ligne «sociale-démocrate» et européenne de François Mitterrand et de Jacques Delors. C'est ainsi qu'il est vu dans les autres pays, c'est comme ça que je le connais. Je ne sais s'il faut parler de «foi», mais il est certain qu'il y avait beaucoup plus que de la raison dans les engagements de Mitterrand pour l'euro ou de Delors pour le marché unique notamment. Il y avait chez eux une passion et une ambition européennes. Nous allons avoir besoin de ce mélange de raison et de passion, car le projet européen est fragile, en danger sous les coups de la crise, face aux replis nationaux et protectionnistes. Il va falloir relever la ligne d'horizon.

Comment relancer l'Europe politique ?

La crise provoque dans les peuples deux réactions contradictoires. Soit le repli sur soi, soit le besoin d'être ensemble pour résister et se faire respecter dans un monde où les autres régions nous espèrent parfois, mais ne nous attendent plus. C'est le rôle des dirigeants politiques de convaincre les citoyens qu'être européen n'est pas une option, mais une nécessité vitale, que la défense de l'intérêt national ne peut plus être seulement nationale. Il faut expliquer à ceux, nombreux, qui s'inquiètent, que nous avons besoin des nations pour combattre le nationalisme, que nous ne rêvons pas d'une Europe uniforme, simplement d'une Europe unie.

Il faut démontrer qu'on ne réussira pas la transition écologique, qu'on ne trouvera pas la nouvelle croissance, plus verte, plus innovante, plus équitable, dans les seules limites de nos marchés nationaux, avec des politiques et des mesures juxtaposées ou concurrentes entre voisins. Mutualiser ou fédérer davantage, élire un président ou une présidente de l'Union européenne qui dirigera la Commission et le Conseil européen, mieux associer les parlements nationaux, renforcer le Parlement européen, parler et être capable d'agir sur la scène internationale : tout cela passe par les peuples, par un «contrat social européen» ! Le moment arrive, cette année et en 2014, d'engager ce grand débat public.

L'Express - L'Expansion, Christophe Barbier, 3 janvier 2013

BARROSO FAIT LE BILAN DE SES 10 ANS À LA TÊTE DE LA COMMISSION

Qualifié de « candidat par défaut » en 2004, le futur ex-président de la Commission européenne, qui laissera son siège en novembre, affirme ne pas avoir perdu son enthousiasme pour la construction de l'UE malgré deux mandats marqués par des crises successives.

José Manuel Barroso se garde bien de tirer un bilan totalement positif de ses deux mandats à la tête de la Commission européenne depuis 2004. Son mandat a été traversé par les « années les plus difficiles depuis le début de l'intégration européenne », a-t-il concédé lors d'une interview avec les chaînes RFI et France 24.

Le président de la Commission, qui passera la main au Luxembourgeois Jean-Claude Juncker le 1er novembre, s'est présenté comme un survivant des crises qui se sont accumulées durant ses deux mandats. D'abord le « non » français et néerlandais au référendum sur la constitution européenne en 2005, puis la crise de la dette en 2008 et la crise ukrainienne en 2013. « Nous pouvons être fiers car nous avons montré l'extraordinaire résilience de l'Europe », affirme-t-il rappelant qu'il y a encore deux ans on envisageait l'éclatement de l'UE et la sortie de la Grèce de la zone euro. « On a montré que l'Europe est bien plus forte que ce que l'on dit ».

José Manuel Barroso avoue avoir perdu certaines illusions à l'issue de ses mandats, mais pas son enthousiasme. « J'aurais aimé voir à certains moments plus de solidarité entre les gouvernements. J'ai du faire des appels dramatiques notamment pour le cas de la Grèce. J'ai eu peur d'un effet domino si la Grèce tombait. Mais la ligne a été maintenue. On a tenu bon et en même temps on a lancé l'architecture de la nouvelle gouvernance européenne », estime-t-il ajoutant que l'on a besoin d'une « Europe forte si on veut défendre nos intérêts et nos valeurs ».

Barroso défend sa politique

Durant son mandat, le patron de la Commission européenne a fait face à de nombreuses critiques dont celle d'être « trop libéral ». Une critique qui n'est pas justifiée, selon lui, lorsque l'on « regarde les faits

» notamment lorsque l'on considère le budget pour l'investissement et la croissance qu'il estime ambitieux, le fond d'ajustement à la mondialisation ou encore le maintien du programme d'aide aux plus démunis. Certains États l'ont justement critiqué pour cela estimant qu'il outrepassait ses fonctions.

De même, Barroso a balayé les critiques sur l'effacement de la Commission européenne pendant la crise. Selon lui, il est normal que, dans une crise de cette ampleur, les gouvernements aient eu un rôle plus visible. « Il faut reconnaître que ce n'est pas facile de trouver un compromis entre tous les gouvernements », explique-t-il.

Selon lui, les États sont responsables de leur absence alors que la Commission a tenu son rôle et a rempli ses devoirs. « Pendant ces dix années, l'équilibre entre les États s'est modifié et on devrait probablement poser des questions à ces capitales plutôt qu'à la Commission », poursuit-il.

Pas de retour en politique prévu

Dès novembre, José Manuel Barroso sera un homme libre. Même s'il avoue ne pas avoir encore pris de décision sur son avenir, il n'entend pas renouer tout de suite avec la politique. Après 30 ans de participation à la vie politique active au Portugal et au niveau de l'Union européenne, il aspire à tourner la page.

« Je vais certainement avoir une intervention publique en terme de conférences pour partager mon expérience, collaborer avec des universités qui m'ont déjà invité, mais je n'ai pas encore pris de décision formelle sur ce que je vais faire après mon mandat ».

Cependant, il envisage de rédiger un livre « pas des mémoires parce que ça me fait trop vieux » pour raconter sur ses dix ans d'expérience en Europe et dans le monde.

Euractiv.fr, Anne-Claude Martin, 10 octobre 2014

LA PLUS GRAVE CRISE DANS L'HISTOIRE DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

Accusations de favoritisme, népotisme et fraude au sein de la Commission européenne : le feuilleton qui dure depuis la fin de l'été 1998 devait prendre une tournure décisive dans l'après-midi du lundi 15 mars. C'est à 17 heures que les cinq membres du Comité des sages, désignés par l'exécutif communautaire et le Parlement européen, devaient remettre les conclusions de leur enquête aux présidents des deux institutions. Dans la soirée, il était prévu que le président de la Commission européenne, Jacques Santer, réunisse les dix-neuf commissaires et que José Maria Gil-Robles fasse de même avec les chefs de file des groupes parlementaires, constituant le bureau de l'Assemblée. Ce même bureau entendra M. Santer, mardi 16 à 10 h 30, avant de décider des suites à donner à l'affaire. L'attitude du Parlement dépendra, bien sûr, de l'ampleur des dysfonctionnements relevés par les experts. De source proche de la Commission, dix de ses membres ont été entendus par les « sages » dans la soirée de dimanche. Les premiers commissaires incriminés dès le début de l'affaire ont été l'ancienne première ministre française Edith Cresson, chargée de la recherche et de l'éducation, et l'Espagnol Manuel Marin, responsable des relations avec les pays du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Mais d'autres noms sont apparus depuis. Ainsi l'Allemande Monika Wulf-Mathies, chargée de la politique régionale, aurait, elle, facilité l'embauche de l'un de ses proches, de même que le Portugais Joao Pinheiro, responsable de l'aide à l'Afrique. Le Néerlandais Hans van den Broek, commissaire aux relations extérieures, pourrait être mis en cause sur la gestion des programmes Phare et Tacis, notamment des fonds destinés à sécuriser les centrales nucléaires dans les pays de l'ex-bloc soviétique, une gestion épinglée par un rapport de la Cour des comptes européenne en novembre 1998. De son côté, le Finlandais Erkki Liikanen, responsable du budget européen et du personnel, a été inquiété après que son épouse, fonctionnaire au ministère finlandais des affaires sociales, eut obtenu deux contrats de la Commission au bénéfice de son employeur. Le cas du président Santer a été évoqué pour les conditions d'attribution à une société privée du marché de la sécurité de la cinquantaine de bâtiments qu'occupe la Commission à Bruxelles. Même la très populaire Italienne Emma Bonino, chargée de l'Office humanitaire de l'Union (Echo), a été mentionnée au début de l'affaire. Car tout est parti d'une enquête de l'Uclaf (Unité de lutte anti-fraude de la Commission) sur des contrats conclus par Echo pour des opérations en Bosnie et en Afrique dans les années 1993-1994. A l'époque, l'office humanitaire était sous la tutelle de

M. Marin. Pour sa gestion des programmes d'aide aux pays méditerranéens, ce socialiste espagnol avait fait, en outre, l'objet d'un rapport spécial de la Cour des comptes de Luxembourg en 1996 et de plusieurs enquêtes de l'Uclaf.

REVIREMENT DE M. SANTER Faute de personnel, Echo avait eu recours à des contrats de service avec des sociétés privées pour recruter des experts payés sur les budgets opérationnels. Les investigations de l'Uclaf ont révélé que l'emploi de « sous-marins » s'était généralisé depuis la fin des années 80 jusqu'à 1996. Parmi ces fournisseurs de main-d'oeuvre figurait une entreprise domiciliée au Luxembourg et dirigée par le Français Claude Perry. Après vingt ans de contrats avec dix-sept directions générales, la Commission a mis fin à sa collaboration avec M. Perry. C'est alors que ce dernier a expliqué publiquement, à Bruxelles et à Strasbourg, que Mme Cresson avait offert une mission, soupçonnée d'être fictive, de « visiteur scientifique » à l'un de ses proches, René Berthelot, dentiste à Châtelleraut. L'ancienne première ministre française est aussi en ligne de mire pour des problèmes de gestion financière du sous-traitant Agenor, bureau d'assistance technique qui gérait le programme de formation professionnelle Leonardo, dont le contrat a été rompu il y a quelques semaines (Le Monde du 20 janvier). Dans un premier temps, la Commission n'a apparemment pas pris la mesure des difficultés qui s'annonçaient, malgré les premières réactions du Parlement européen. N'avait-il pas refusé la décharge pour le budget 1996 en décembre dernier ? Le même mois, elle prenait même des sanctions disciplinaires à l'encontre d'un de ses fonctionnaires, Paul van Buitenen, qui avait transmis au groupe des Verts de l'Assemblée de Strasbourg un rapport dénonçant un certain nombre d'irrégularités et de fraudes. Le président Santer défendait alors la collégialité. Il a ensuite changé d'attitude en raison de la tournure prise en janvier par le débat au Parlement européen. Si ce dernier avait rejeté la motion de censure du villiériste Hervé Fabre-Aubrespy (qui avait cependant recueilli le nombre important de 232 voix), il était clair que l'enquête dont avait été chargé le comité des sages, composé de cinq juristes de différents pays de l'Union, ne resterait pas sans conclusions. Le nombre de commissaires mis en cause dans ce rapport - deux, trois ou plus ? - et, surtout, la nature des faits reprochés devaient être déterminants dans l'attitude que devait adopter la Commission après sa réunion de lundi soir et les suites que le Parlement européen donnera au rapport.

Le Monde, Marcel Scotto, 16 mars 1999

POUR FEDERICA MOGHERINI, « LES MENACES SONT PARTOUT »

Faire oublier Catherine Ashton et faire mieux qu'elle : la tâche ne semble pas difficile. Placer la diplomatie européenne au cœur des grands enjeux stratégiques, tenter de coordonner davantage la politique des Vingt-Huit et lui donner un visage, en revanche, semblent des missions plus complexes pour celle qui doit succéder à la travailliste britannique. Lundi 6 octobre, Federica Mogherini, l'actuelle ministre italienne des affaires étrangères, souvent critiquée pour son inexpérience, a affronté pendant plus de trois heures les questions des députés membres de la commission des affaires étrangères. Et, de l'avis des principaux groupes du parlement, sa prestation lui permettra d'accéder sans difficulté au poste où les chefs d'Etat et de gouvernement l'ont nommée : Haute représentante de l'UE.

« Nous vivons une époque très difficile avec les conflits en Ukraine, en Syrie et en Irak, l'épidémie d'Ebola ou le drame des migrants à Lampedusa. Les citoyens savent que ces problèmes peuvent avoir une influence sur leur vie quotidienne et s'interrogent : que fait l'Europe ? » a noté Mme Mogherini, prônant une politique « de prévention, de gestion et de vision ». Alors que les membres de l'Union se sont, au cours des dernières années, divisés sur de grandes questions comme les guerres en Libye et en Syrie, l'attitude à adopter face à la Russie ou la Turquie, ou encore l'élaboration d'une défense commune, Mme Mogherini présente l'action diplomatique européenne comme une nécessité qui doit être absolument renforcée, « dans notre intérêt à tous ». Elle entend ainsi forger une nouvelle appartenance commune.

« La Russie n'est pas un partenaire pour l'instant », mais « un voisin doté d'un rôle stratégique »

Le propos a été souvent entendu dans cette enceinte mais il plaît. Sans doute parce que le ton et l'ambition de la candidate tranchent avec la retenue de Lady Ashton. Et parce que Mme Mogherini promet habilement d'être « beaucoup plus présente » pour débattre des grandes questions avec les élus. C'est sur la Russie que la candidate était la plus attendue. Sa proposition de dialogue avec Vladimir Poutine et l'invitation à Rome qu'elle lui avait adressée en plein conflit ukrainien ne sont pas oubliées par ceux qui étaient réticents à sa nomination. Elle a rectifié le tir avec une certaine habileté. « La Russie n'est pas un partenaire pour l'instant », a-t-elle assuré. Mais bien « un voisin doté d'un rôle stratégique ». Face à « l'ours russe », elle compte donc jouer en alternance la fermeté et la diplomatie. Elle prône le réalisme en invitant à réfléchir quant à la manière d'empêcher Moscou d'établir un corridor entre la Russie et la Crimée, annexée en mars, « plutôt que de réagir après ».

Elle rassure les pays de l'Est, inquiets de la menace à leurs frontières – « la menace perçue par quelques pays doit l'être par tous » – mais souligne que l'UE doit regarder simultanément à l'est et au sud. « On ne peut pas choisir, les menaces sont partout ». Elle cite la lutte

contre le terrorisme, la question des réfugiés et de la nécessaire stabilisation de la Libye comme ses priorités les plus urgentes. Au Proche-Orient, l'Union ne devrait plus être seulement « un payeur, mais un joueur ».

« SE PRÉPARER AU PIRE »

Enfin, Mme Mogherini ouvre la porte – hermétiquement fermée jusqu'ici – à une interrogation des Européens sur l'efficacité des sanctions qu'ils ont imposées à la Russie. Elles ont porté au plan économique, beaucoup moins sur la décision politique, relève-t-elle. En tout cas, il n'est pas question, à ce stade, de relancer le projet South Stream, qui devrait permettre au russe Gazprom, aidé de grandes entreprises, française (EDF) ou italienne (Eni), d'exporter du gaz en contournant l'Ukraine. Interrogée sur la nécessité de se « préparer au pire » si la situation en Ukraine empirait, elle répond « oui, peut-être, au plan économique, politique, énergétique mais pas militaire ».

Pour parer les critiques, entendues depuis des années, sur le Service d'action extérieure qu'elle va chapeauter, Mme Mogherini annonce des réformes au bout de 100 jours. Elle entend simplifier la chaîne de décision, réexaminer le statut des envoyés spéciaux, assurer un meilleur mélange des nationalités, des âges et des statuts – fonctionnaires européens et diplomates nationaux. Le Français Pierre Vimont, actuel secrétaire général, devrait l'aider dans cette tâche puisque son mandat sera prolongé de plusieurs mois. Le diplomate français Alain Leroy semble bien placé pour lui succéder.

Une autre inflexion notable par rapport à Mme Ashton concerne la défense européenne. Un sujet que n'a guère évoqué publiquement la baronne britannique. Mme Mogherini souligne, elle, la nécessité « pour des raisons budgétaires et stratégiques » de relancer le thème de la défense commune et rappelle l'existence d'une agence chargée de la promouvoir. Il ne s'agit toutefois pas de remettre en question le rôle de l'Otan et la relation transatlantique, « élément stratégique majeur » pour les Européens.

Alors que Mme Ashton était critiquée pour ses fréquentes absences de Bruxelles, faisant ainsi la preuve du caractère intenable d'une fonction de Haute représentante cumulée à celle de vice-présidente de la

Commission, Mme Mogherini compte bien tirer profit de la nouvelle organisation promue par le président Jean-Claude Juncker. Elle aura la tutelle (« Il faut un leadership ») sur les commissaires au développement, à l'aide humanitaire, au commerce et à l'élargissement et elle organisera un réel partage des rôles pour tenter de rendre l'action européenne plus coordonnée et plus visible.

A propos de la politique de voisinage et de l'élargissement, elle glisse que, pour les pays des Balkans et la Turquie, c'est « la seule garantie sur le long terme qui peut leur être offerte ». Ce sera, à coup sûr, l'un des premiers beaux sujets de débats avec le Conseil, où plusieurs Etats ne veulent plus entendre la moindre allusion à ce processus, à commencer par Jean-Claude Juncker qui a indiqué qu'il n'y aurait pas d'élargissement pendant son mandat.

Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 7 octobre 2014

NUCLÉAIRE IRANIEN : LA CHEF DE LA DIPLOMATIE DE L'UE SE REND À LAUSANNE

La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a entamé, samedi 28 mars, une visite à Lausanne pour participer aux négociations sur le nucléaire iranien. L'Italienne doit s'y entretenir avec les ministres des affaires étrangères des pays du 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Chine – et l'Allemagne) et leur homologue iranien, Javad Zarif, ont détaillé ses services dans un communiqué.

Les discussions se sont intensifiées ces derniers jours alors que les grandes puissances occidentales et les autorités de la République islamique tentent d'arracher un compromis avant le 31 mars. Le chef de la diplomatie allemande, Frank Walter Steinmeier, a affirmé samedi en arrivant à Lausanne que « le dénouement commence ».

Javad Zarif, c'est quant à lui montré optimiste samedi : « Je pense que nous avons fait des progrès. Nous avançons et je pense que nous pouvons faire les progrès nécessaires pour résoudre toutes les questions et commencer la rédaction d'un texte qui deviendra un accord final. »

Depuis mercredi, une course contre la montre à commencé dans la capitale du canton de Vaud pour sceller un accord dit « politique » qui garantirait que Téhéran ne fabrique jamais la bombe atomique, en échange d'une levée des sanctions à son encontre. Ce dossier empoisonne les relations internationales depuis douze ans.

Le Monde, avec AFP, 28 mars 2015

LE RÉFÉRENDUM SUR UN «BREXIT» POURRAIT AVOIR LIEU DÈS 2016

Le Premier ministre britannique aimerait avancer la date du référendum sur le retrait de son pays de l'UE. Une tentative de contenter les conservateurs eurosceptiques qui risquent d'être séduits par l'Ukip lors des législatives du 7 mai.

Les Britanniques pourront peut-être se prononcer dès 2016 sur un éventuel retrait de leur pays de l'Union européenne (UE), note The Daily Telegraph. Selon le journal, David Cameron a déclaré qu'il aimerait soumettre la question au public bien avant la fin de 2017, date qui était prévue jusque-là pour le référendum.

Le Telegraph explique que «si les conservateurs réussissent à former un gouvernement majoritaire après les élections législatives du 7 mai 2015, ils pourraient organiser le référendum au début de l'année prochaine». A une condition, toutefois : que le Premier ministre réussisse à renégocier le traité européen afin de rapatrier certains pouvoirs de Bruxelles, notamment concernant les flux d'immigrés européens et leur volonté de profiter du système social britannique.

Neuf ministres souhaitent quitter l'UE

L'annonce du Premier ministre «marque le début de la campagne électorale» et constitue une tentative de garder les électeurs conservateurs eurosceptiques qui voudraient voter pour le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (Ukip). Selon le Telegraph, «au moins neuf ministres conservateurs sont tellement eurosceptiques qu'ils voteraient pour une sortie de l'UE». Dans une tentative de préserver l'unité de son parti, le Premier ministre a appelé son gouvernement à «faire équipe avec ceux qui visent à renégocier le traité», et non pas à plaider pour un 'Brexit'. Nigel Farage, le dirigeant de l'Ukip, cité par le journal, aurait dit que «chaque discours de Cameron montre une légère réorientation [du Parti

conservateur] vers ce que, à ses yeux, les électeurs tentés de voter Ukip souhaitent entendre.»

Selon The Independent, «la Grande-Bretagne se dirige vers les élections les moins prévisibles de toute une génération, puisque les électeurs tournent le dos aux partis traditionnels [conservateurs, travaillistes, libéraux-démocrates]», en faveur de l'Ukip et des Verts. Selon un sondage récent, les travaillistes pourraient compter sur seulement 32 % des voix (une baisse de 6 points par rapport à un sondage du mois de décembre 2013), les conservateurs sur 30 % (une baisse de 2 points) et les libéraux-démocrates sur 10 %. L'Ukip remporterait 15 % des voix (soit une hausse de 5 points) et les Verts 7 % (soit 4 points de plus).

«Il manque une voix proeuropéenne convaincante»

Le Financial Times, lui, déplore que «ce qui manque dans le débat [au Royaume-Uni], c'est une voix proeuropéenne convaincante». Les travaillistes et les libéraux-démocrates «hésitent à plaider trop ouvertement en faveur de l'UE», et, par conséquent, le camp antieuropéen n'a pas été obligé de formuler des alternatives sérieuses au fait de rester à l'intérieur de l'UE».

Le journal économique plaide pour «une modernisation [de l'UE] mais rappelle néanmoins «la dépendance mutuelle de la Grande-Bretagne et de ses pays partenaires et la valeur de l'UE en ce qui concerne la défense des intérêts britanniques bien au-delà de l'Europe».

Courrier International, 5 janvier 2015

Partie 2

***L'Europe,
dimension économique***

MICHEL BARNIER, SUR LES DÉCOMBRES DE LEHMAN BROTHERS

Ce gaulliste social, catalogué à gauche à Bruxelles, a été bombardé en première ligne pour répondre à la crise financière. Alors qu'approche le terme de son mandat de commissaire, les premiers bilans commencent à être tirés : les choses ont-elles vraiment changé en matière de régulation financière en Europe ?

A Bruxelles, le tableau de Michel Barnier est presque aussi connu que Michel Barnier lui-même. Quand le commissaire européen chargé des Services financiers part en rendez-vous, il a toujours sous le bras une feuille de papier A4, où trône ce fameux tableau. Le béotien n'y verra qu'un tableur Excel, rempli d'un jargon technique indéchiffrable, avec des cases aux couleurs criardes. Mais, en face, le grand Savoyard à la coiffure argentée toujours impeccable sera là pour l'éclairer. Il suffit de se pencher dessus : sont alignées toutes les mesures réclamées en 2009 par les dirigeants du G20, pour dompter une finance qui avait mené le monde au bord du précipice. A chaque fois qu'une de ces mesures a été lancée au niveau européen, Michel Barnier colorie sa case. Et ce dernier ne manque jamais de souligner, avec le grand sérieux qui le caractérise, qu'il ne reste plus de blanc nulle part.

Journalistes, banquiers, avocats ou encore François Hollande il n'y a pas si longtemps : tous ont eu droit à la présentation de ce tableau, récemment édité dans un petit dépliant plus esthétique. Benoît XVI lui-même n'y a pas échappé à l'occasion d'une entrevue accordée en février dernier, trois jours avant d'abandonner sa charge. La photo de ce moment trône en bonne place dans le bureau du commissaire..

C'est que l'ancien ministre français voit dans ce document la preuve de sa réussite. « Nous avons couvert tous les domaines qui devaient être régulés », explique-t-il aux « Echos ». Arrivé à son poste plus d'un an après la chute de Lehman Brothers, il avait une feuille de route claire : donner un nouveau cadre à la finance, montrée alors du doigt par l'ensemble des dirigeants du monde. Il s'est attelé à la tâche avec voracité. En tout, près de 30 textes ont été présentés ou ont déjà été adoptés. « Un tsunami réglementaire », déplore un lobbyiste de la City. Peu d'acteurs y échappent : cabinets d'audit, agences de notation, Bourses, « hedge funds », banques... Au plus fort de la crise, en 2011 et 2012, environ un tiers de tous les textes présentés par la Commission venaient des services de Michel Barnier. « La première année a été éprouvante, tout le monde a fini épuisé », se remémore un membre de son équipe.

Cette frénésie législative contraste avec le passé récent. Avant la chute de Lehman, la Commission européenne était l'un des plus virulents défenseurs de la dérégulation. Certains fonctionnaires se souviennent encore avec terreur des colères de Charlie McCreevy, le prédécesseur

de Michel Barnier, quand on lui parlait de légiférer. « Il n'y a pas besoin de législation sur la finance, allez skier ou rentrez chez vous ! » En 2008, cet Irlandais défendait même l'idée, devant certains interlocuteurs, que toute la catastrophe aurait pu être évitée si les gens avaient eu un peu plus d'éducation financière : ils n'auraient alors pas acheté de « subprime » !

Dans les pas d'Angela Merkel

Evidemment, en 2009, au moment du changement de Commission, il n'est plus question de tenir un tel discours. L'heure est à la reprise en main par les pouvoirs publics d'une finance devenue suspecte. La crise rend donc tout à coup Michel Barnier présentable comme commissaire chargé des services financiers. Les marchés ? « Il en a une méfiance instinctive, ce qui est bizarre chez quelqu'un diplômé de l'ESCP », souligne un proche. Quant à l'idée que l'autorité publique revienne au centre du jeu, elle est bien sûr naturelle chez ce gaulliste social, supporter pendant sa jeunesse de Jacques Chaban-Delmas. « Je suis arrivé ici en 2009 avec la conviction qu'il fallait en finir avec cette culture ultralibérale de dérégulation, qui est une caricature du capitalisme », souligne-t-il. Un discours musclé, qui séduit au-delà de son camp. L'image pourra surprendre vue de France, mais l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy n'est pas perçu à Bruxelles comme un homme de droite, loin de là. « Certains le considèrent presque comme le seul social-démocrate de la Commission », s'amuse son ami Jean-Paul Gauzès, eurodéputé conservateur PPE. « Souvent je lui disais que mon job consistait à lui rappeler qu'il était de droite », se souvient un ancien collaborateur. Michel Barnier ne s'en offusque guère, expliquant que son poste de président du comité d'organisation des JO d'Albertville en 1992 lui a appris à « ne pas se laisser enfermer dans les réflexes partisans ».

Ses débuts comme « monsieur régulation financière » donnent une bonne idée de ce que sera sa marque de fabrique tout au long de son mandat. L'homme qui débarque sur les décombres post-Lehman n'a quasiment aucune connaissance du monde du trading et des produits dérivés. Les financiers se gaussent, raillent son côté boy-scout assumé qui lui a souvent valu d'être sous-estimé depuis le début de sa carrière. « Certes il n'y connaissait rien au départ, ce n'est pas un économiste. Mais son intelligence et sa grande force, c'est son sens politique », souligne un proche. Ainsi il a l'idée de concentrer son programme dans une phrase,

qu'il répète depuis quasiment toutes les semaines dans les multiples conférences qu'il donne partout en Europe : « Aucun acteur financier, aucun produit financier n'échappera à la régulation. » Ce n'est pas choisi par hasard : Michel Barnier l'a entendu quelques jours avant sa nomination officielle fin 2009 dans la bouche d'Angela Merkel. Si l'on veut durer à Bruxelles, autant se mettre dans les pas de la véritable patronne...

Symboliquement, il prend également la décision de consacrer début 2010 sa première visite officielle hors de Bruxelles à Londres. Une tentative pour recoller les morceaux après des mois de forte agitation. C'est peu dire que le gouvernement britannique n'avait absolument pas envie que la City soit scrutée et réglementée par un Français, vu comme le renard entrant dans le poulailler. « The most dangerous man in Europe », titre à l'époque le « Daily Telegraph », le grand quotidien eurosceptique. La City perçoit d'autant plus cette nomination comme une agression que Michel Barnier parle alors très mal la langue des affaires. « Il y a deux domaines dans lequel je dois progresser : l'humour et l'anglais », confie-t-il souvent en privé.

Son anglais a fait quelques progrès depuis, mais les relations avec Londres restent toujours compliquées. Ce n'est pas faute d'avoir donné des gages. Au départ, la Grande-Bretagne avait exigé un « triple lock » - une triple serrure : deux britanniques à des postes clefs de sa direction générale et un autre à son cabinet. Michel Barnier n'a pas cédé complètement à ces exigences, mais il s'est entouré de quelques sujets de sa Très Gracieuse Majesté. De la même façon, il s'est toujours évertué à ce que Londres ne soit pas isolé et mis en minorité dans les négociations autour de ses différents textes législatifs. Et, de fait, cela n'est arrivé qu'une fois en quatre ans - sur le plafonnement des bonus des banquiers. « Je n'ai aucun problème avec les Britanniques, et je pense qu'ils ont compris que je n'étais pas un idéologue », assure-t-il. Pas sûr toutefois que Mervyn King, l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, souscrive à cette affirmation. « Les débats ont pu être vifs entre nous », avoue Michel Barnier, qui n'aime guère les conflits. De même, ses relations avec George Osborne, le chancelier de l'Echiquier, restent sinusoïdales, de l'aveu de plusieurs diplomates. La City continue de se méfier de ce commissaire par trop français.

Pour les autres Européens, la défiance n'est pas de mise. L'heure des bilans approche, et le sien, cinq ans après Lehman Brothers, est plutôt salué par les milieux communautaires. Dans une Commission où les velléitaires et les falots sont nombreux, lui tranche par son activisme. « Il a dans l'ensemble réussi à faire des réformes plutôt ambitieuses, dans un domaine où les pressions sont très fortes », juge un très bon connaisseur des arcanes communautaires. Le G20 lui demandait de réguler ? Il l'a fait, méthodiquement, avec

l'aide d'une garde rapprochée très efficace et grâce à une science des méandres bruxellois acquise quand il était commissaire pour la Politique régionale de 1999 à 2004. Les banques et les acteurs des marchés doivent maintenant digérer les milliers de pages écrites depuis 2009. Les règles prudentielles de Bâle III vont s'appliquer au secteur bancaire, et les échanges de produits dérivés sont censés être plus transparents, pour prendre deux exemples importants. « Sur ce dernier point, à cause des lacunes du mandat du G20, c'est insuffisant pour contrôler un marché toujours en croissance exponentielle, où 93 % des produits ne sont pas liés à l'économie réelle », critique Thierry Philipponnat, secrétaire général de l'ONG Finance Watch. Certaines des nouveautés les plus spectaculaires ne sont pas venues de lui - comme le plafonnement des bonus ou l'interdiction de la vente de CDS à nu -, mais il a su habilement tirer parti de ces exigences du Parlement.

« En arrière de la mêlée »

C'est ainsi que l'on colorie un tableau tout entier. Mais cette réussite pourrait aussi être son principal échec. « Ce tableur, cela revient à cocher des cases. Ça n'a rien de stratégique, et il a été incapable de donner une vision en termes d'architecture des services financiers », juge un responsable. Le principal chantier de l'Europe en la matière, l'union bancaire, a ainsi été porté à ses débuts par Mario Draghi ou par certains leaders nationaux. « Sur l'union bancaire, Michel Barnier a été à la hauteur de la tâche car il a su mettre en musique dans un temps très limité les décisions du Conseil. Il n'empêche - et ce reproche le dépasse largement -, la Commission a paru en arrière de la mêlée », estime Nicolas Véron, chercheur au sein du think tank Bruegel. Karel Lannoo, responsable du CEPS, pointe aussi l'impuissance de l'exécutif européen face aux Etats membres, « qui n'ont pas voulu collectivement s'attaquer aux problèmes du secteur bancaire ». Ce dernier continue d'inspirer une confiance très limitée, au point que beaucoup se demandent si les « stress tests » bientôt menés par la BCE ne vont pas faire sortir de nouveaux cadavres du placard. « Si nous n'avions pas réparé le système pour le stabiliser, l'union bancaire n'aurait pas été possible », répond Michel Barnier.

Ce dernier défend mordicus son bilan, qui sera son meilleur allié pour tenter de grimper la dernière marche qui lui reste. Car l'ancien ministre s'accroche à son rêve européen : et s'il prenait la place de José Manuel Barroso à la tête de la Commission ? Son nom revient régulièrement, même si les pronostiqueurs jugent ses chances limitées. Lui refuse encore d'en parler, considérant sans doute qu'il pourrait être un candidat de compromis si jamais les élections européennes débouchaient sur un Parlement très divisé. « Je suis prêt à aller là où on jugera que je suis utile », se contente-il de répondre. Il sera alors toujours temps de songer à

dessiner un nouveau tableau.

Les points à retenir

Nommé à son poste de commissaire européen plus d'un an après la chute de Lehman Brothers, Michel Barnier avait une feuille de route claire : donner un nouveau cadre à la finance.

Au plus fort de la crise, en 2011 et 2012, environ un tiers

des textes présentés par la Commission venaient de ses services.

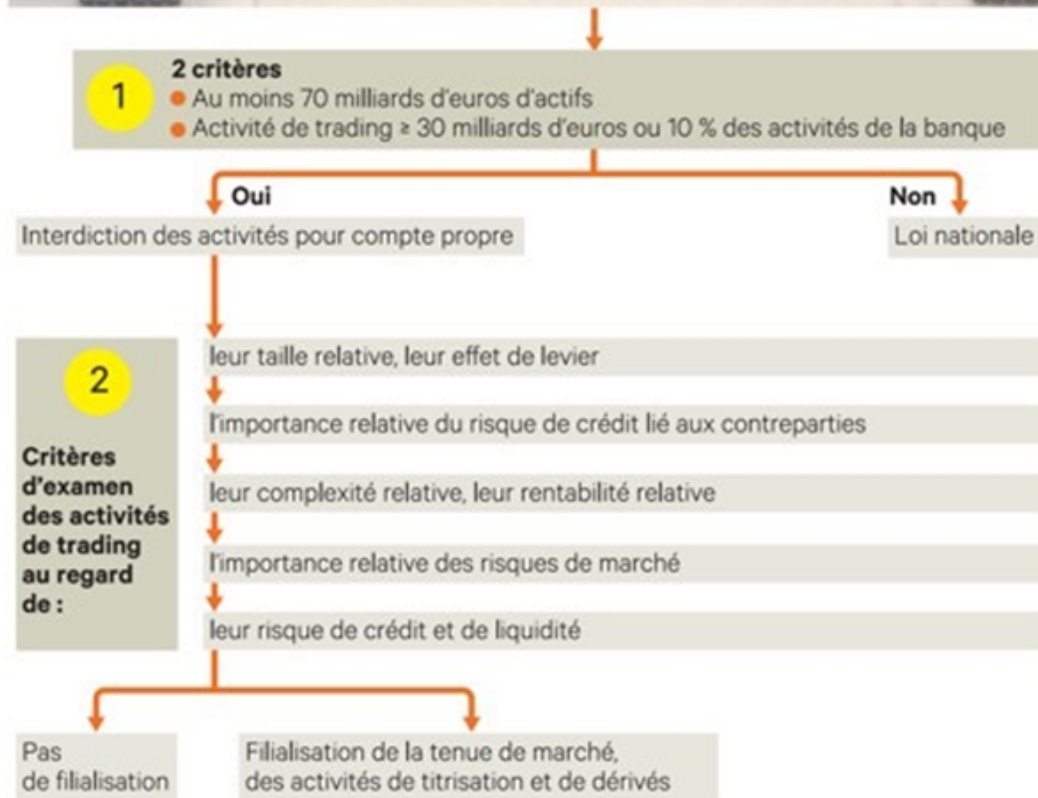
A quelques mois de la fin du mandat de José Manuel Barroso, l'ancien ministre se verrait bien lui succéder à la tête de la Commission.

Même si son nom revient régulièrement à Bruxelles, les pronostiqueurs jugent, pour l'heure, ses chances limitées.

Les Échos, Renaud Honoré, 13 septembre 2013

BRUXELLES DÉFEND SA RÉFORME BANCAIRE FACE AU TIR GROUPÉ FRANCO-ALLEMAND

Quelles banques seront concernées par la loi bancaire européenne ?



• LES ÉCHOS • / SOURCE : • LES ÉCHOS • / PHOTO : PHOTONONSTOP

La Commission dévoile une réforme plus ambitieuse que celles menées en France et en Allemagne l'an dernier. Le trading pour compte propre sera interdit pour les grandes banques et certaines activités filialisées.

L'Europe n'en a pas encore fini avec l'Union bancaire, que déjà elle voit surgir un nouveau sujet d'affrontement en matière de régulation financière. Après des mois d'attente, la Commission dévoile aujourd'hui sa réforme sur la structure des banques. Ce n'est pas le grand soir, et Bruxelles ne prône pas de couper en deux les banques comme les ONG en avaient rêvé. Mais le plan est suffisamment ambitieux pour provoquer, avant même son officialisation, le courroux de Paris et Berlin, réticent à aller aussi loin. « Personne ne doit être surpris que la Commission utilise son pouvoir d'initiative », prévient Michel Barnier, le commissaire en charge des Services financiers. Revue des principaux enjeux de ce texte.

Les géants bancaires ciblés

Bruxelles prend le risque d'apparaître franchement en retard avec cette réforme qui s'attaque à la structure des banques. Les Etats-Unis se sont en effet attaqués au problème dès 2009, la Grande-Bretagne il y a deux ans, et la France et l'Allemagne l'an dernier. Mais Michel Barnier juge que son approche est la conclusion logique du travail effectué jusque-là (voir ci-dessous). La mise en place progressive de l'Union bancaire doit permettre de trouver un cadre commun pour gérer les difficultés éventuelles des établissements financiers dans le futur. « Mais il reste un gros point d'interrogation pour les banques trop grosses pour faire faillite et trop chères

à sauver », explique un officiel européen de haut rang. Bruxelles cible donc la trentaine de mastodontes bancaires européens - Deutsche Bank, BNP Paribas, etc. - dont le bilan est bien souvent supérieur au PIB de leur pays d'origine. Sont concernés tous les établissements dont les actifs sont supérieurs à 70 milliards d'euros et qui ont une activité de trading représentant 30 milliards ou 10 % du total de l'activité. Celles-là ne « seront pas coupées en deux automatiquement, car cela entraînerait un problème massif de financement pour l'économie réelle ». Mais Bruxelles veut instituer suffisamment de barrières pour les inciter à réduire la voilure.

Les contraintes imposées aux grandes banques

La Commission emboîte le pas des Etats-Unis et de leur règle Volker en proposant dès 2017 une interdiction des transactions pour compte propre de la trentaine d'établissements leaders en Europe. La justification est assez claire dans la bouche de Michel Barnier : rien ne justifie des activités jugées purement spéculatives. Une exemption est prévue pour le « prop trade » sur les dettes souveraines. Deuxième mesure phare, visant cette fois spécifiquement la taille des banques : une batterie d'une dizaine d'indicateurs va être mise en place pour certaines activités jugées risquées (tenue de marché, titrisation, certaines opérations sur dérivés...). Dès qu'une des 30 grosses banques atteindra certains seuils pour ces

critères, alors « elle sera présumée rentrer dans une zone de risque insupportable », selon l'officiel européen. Ces activités devront donc être isolées dans une filiale, sauf si le superviseur estime que ce n'est pas nécessaire. « La filialisation n'est pas automatique, mais alors il faudra le justifier, ce qui n'a rien d'évident », souligne l'officiel.

Paris et Berlin remontés

Les deux poids lourds de l'UE ont déjà fait savoir qu'ils ne voulaient pas du texte de la Commission. Rien ne leur plaît. L'interdiction des transactions pour compte propre ? « Cela ne fera que déplacer l'activité dans des structures moins contrôlées que les banques », argue un diplomate français. La liste beaucoup plus large d'activités concernées par une éventuelle filialisation, si l'on compare avec ce qui est prévu dans le texte hexagonal, irrite également. Enfin, Paris et Berlin se sont plaints auprès de la Commission d'une disposition qui exempte de la réforme européenne les pays qui auraient mis en place une réglementation plus contraignante encore. Un cadeau pour la Grande-Bretagne et sa législation Vickers, critiquent les deux pays. Il paraît probable que ces derniers chercheront à affaiblir à tout prix les propositions de Bruxelles, face à un Parlement européen attendu plus ambitieux sur cette question. Toutefois, avec les élections, rien ne devrait être conclu avant début 2015.

Les Échos, Renaud Honoré, 29 janvier 2014

LA CITY SALUE LE DÉPART DE MICHEL BARNIER ET L'ARRIVÉE DE SON SUCCESSEUR BRITANNIQUE

Comme si le loup était enfin sorti de la bergerie, la City de Londres a assisté avec un certain soulagement, lundi 29 septembre, au discours d'adieux de Michel Barnier.

Le vice-président de la Commission européenne, notamment chargé de la régulation financière, quitte son poste fin octobre. Il devrait être remplacé par Jonathan Hill, le futur commissaire britannique, qui doit d'abord passer son grand oral face au Parlement européen mercredi. M. Barnier avait réservé son dernier déplacement à l'étranger à la capitale britannique. Début 2010, il y a presque cinq ans, il y avait aussi fait son premier voyage. A l'époque, l'accueil avait été glacial. Voir un Français prendre le contrôle de la finance était vu outre-Manche comme un coup de Paris pour déstabiliser la City. « La suspicion était profonde. Un quotidien britannique m'avait appelé "l'homme le plus dangereux d'Europe", se rappelle M. Barnier. Aujourd'hui, les relations se sont améliorées. » Il faut dire qu'il répète depuis cinq ans sur tous les tons tout le bien qu'il pense de la place financière londonienne : « La City est l'un des atouts les plus importants de l'Union européenne. » A la fin de son discours, lundi, les applaudissements presque chaleureux des quelque 200 membres influents de la City venus l'écouter ont prouvé le réchauffement des relations. Les progrès en anglais de M. Barnier depuis sa prise de fonction – malgré un accent qui reste prononcé – ont aidé à faire passer son message. Mais les critiques n'ont pas tardé à se faire entendre, dès que le Français est sorti de la salle.

« AVALANCHE DE RÉGULATIONS »

« Je ne connais personne qui n'a pas un problème avec au moins une partie des règles européennes, s'est agacé Helena Morrissey, directrice générale de la société de gestion Newton. Nous croulons tous sous une avalanche de régulations, qui s'accumulent sans arrêt. On nous dit qu'il faut une régulation plus efficace, à cause de la crise. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut en ajouter sans cesse. » Pour elle, pas de doute : la Commission de Bruxelles étouffe la City, au risque d'asphyxier l'industrie financière : « Si ça continue, on va réguler un cimetière. » En cinq ans, M. Barnier a fait passer une quarantaine de nouvelles directives et règlements : une remise à plat complète de la régulation financière européenne, particulièrement au sein de la zone euro. Au lendemain de la plus grande crise financière qu'ait connue le monde depuis les années 1930, c'était inévitable. Parmi les nouvelles règles qui provoquent l'ire de la City figure

en premier lieu le plafonnement des bonus voulu par la Commission européenne, à un maximum de deux fois le salaire de base. Le gouvernement britannique a choisi de porter l'affaire devant les tribunaux européens, pour faire annuler la décision.

La possibilité d'interdire les ventes à découvert, dans certaines situations urgentes, et l'imposition d'une taxe sur les transactions financières (qui ne s'applique pas à Londres) sont les deux autres principaux points de contentieux. Mais que la City de Londres se rassure. « Nous approchons de la fin de la période intensive de nouvelles régulations, a assuré M. Barnier. Il faut maintenant passer à la deuxième étape, et faire appliquer ces nouvelles règles. »

JONATHAN HILL POUR SUCCÉDER À MICHEL BARNIER

Pourtant, face à ce blizzard réglementaire, Bruxelles n'est pas le seul acteur qui provoque la colère de la City. L'autre est... le gouvernement britannique. Le secteur financier regrette que Londres se soit mis en retrait des discussions européennes, ce qui lui fait perdre une partie de son influence. « Le Royaume-Uni menace de sortir de l'Union européenne. Avec une main sur la poignée de la porte, il ne faut pas s'étonner qu'on ne nous écoute pas », s'inquiète Andrew Cahn, qui siège au conseil d'administration du marché de l'assurance Lloyds. « Autrefois, nous avions une influence disproportionnée sur les règles de la finance à Bruxelles, mais c'est en train de décliner », ajoute Rachel Lomax, du conseil d'administration de HSBC. Malgré ses nombreuses critiques contre M. Barnier, la City souhaite très majoritairement que le Royaume-Uni reste dans l'Union. Voir le premier ministre, David Cameron, s'isoler au sein des Vingt-Huit l'inquiète donc au plus haut point : le centre financier se retrouve sous la coupe de Bruxelles sans pouvoir l'influencer fortement. « En ce moment, nous avons le pire des deux mondes », s'inquiète Mme Morrissey. La City espère que l'arrivée de Jonathan Hill va améliorer cette situation inconfortable. Mais son audition devant les députés européens s'annonce mouvementée : voir un Britannique prendre le portefeuille de la régulation financière déplaît à beaucoup d'entre eux. A tel point que c'est M. Barnier qui vient maintenant à sa rescousse : « Il y a cinq ans, il n'était pas juste de m'attaquer simplement parce que j'étais français. Aujourd'hui, l'inverse est vrai. Il n'est pas juste de l'attaquer parce qu'il est britannique. »

Le Monde, Eric Albert, 30 septembre 2014

MICHEL BARNIER : « J'APPELLE À DÉSIGNER UN MINISTRE EUROPÉEN DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES »

Les ministres des finances de la zone euro devaient tenter de réduire leurs divergences sur les contours d'un second plan d'aide à la Grèce, mardi 14 juin à Bruxelles. Au cœur des discussions figurent les modalités de participation des créanciers privés, qui détiennent de la dette grecque. La veille, l'agence de notation Standard & Poor's a une nouvelle fois dégradé la cote des bons du Trésor grec, en raison d'un «risque significativement élevé» de défaut. Michel Barnier, commissaire européen chargé des services financiers et du marché intérieur, revient sur la réponse de l'Europe à la crise qui l'ébranle.

Quelle est votre position en matière de participation des créanciers privés dans le cadre d'un second plan d'aide à la Grèce ?

Ce qui est demandé aux créanciers privés et que je trouve juste est de préserver leur niveau d'exposition à la dette grecque pour les années qui viennent. Cette contribution sera significative. Pour la Commission, comme pour la Banque centrale européenne (BCE), la restructuration n'est pas une question d'actualité.

L'Europe n'agit-elle pas toujours avec un temps de retard face à des marchés qui ont perdu confiance dans les maillons faibles de la zone euro ?

Non, nous avons fait des progrès encore inimaginables il y a deux ou trois ans en matière de gouvernance économique, de solidarité, et de supervision. Nous agissons sur tous les fronts, et nous revenons de loin: dans l'union monétaire, nous avons le même marché, la même monnaie, mais des politiques économiques, budgétaires et fiscales juxtaposées, quand elles ne sont pas concurrentes. Voilà pourquoi j'appelle, comme Jean-Claude Trichet [président de la BCE], à désigner un ministre européen de l'économie et des finances. Il serait à la tête de l'Eurogroupe et assumerait les tâches actuellement exercées par le commissaire aux affaires économiques, Olli Rehn, tout en pilotant les questions fiscales, et une partie des services financiers au sein de la Commission. Il faut nous inspirer de ce qui est fait depuis quelques mois avec la politique étrangère et la défense.

Le poste de haut représentant pour les affaires étrangères n'est pourtant pas une réussite ?

Ce n'est pas juste de porter un jugement aussi rapide. Il ne faut pas faire porter à Catherine Ashton la

responsabilité de divisions politiques souvent anciennes. Ce n'est pas de sa faute si Berlin n'a pas voulu s'associer aux opérations en Libye. Son service doit devenir le lieu d'une culture diplomatique commune. Nous avons une démarche parallèle à faire en matière économique et financière.

Nicolas Sarkozy devait marteler mardi à Bruxelles son intention de réguler les marchés de matières premières. Où en est la Commission sur ce dossier ?

Je suis sensible à ces encouragements ; je ne les ai pas attendus pour travailler sur ces sujets. La volatilité des prix est accentuée par la spéculation, elle-même amplifiée par la financiarisation rapide du marché des matières premières. Nous allons renforcer la transparence sur les marchés de dérivés et sur les marchés physiques de matières premières. Les transactions feront l'objet d'obligations d'enregistrement dans des référentiels centraux. Nous voulons aussi imposer des limites de position en cas de besoin, par le biais de l'Autorité européenne des marchés financiers ou des régulateurs nationaux.

Le chantier de la régulation de la finance semble avancer au ralenti en Europe, quatre ans après le déclenchement de la crise des subprimes. Qu'en pensez-vous ?

Nous avons déjà créé un système européen de supervision financière doté de vrais pouvoirs d'intervention ; nous avons régulé les fonds d'investissement, et spéculatifs. Mais l'opacité reste forte, car tous les outils ne sont pas encore en place. Les législations en matière de dérivés sont en discussion en Europe comme aux Etats-Unis. La difficulté est que certains banquiers et opérateurs ont la mémoire courte, et voudraient reprendre leurs affaires comme si de rien n'était. En Europe, l'objectif est de mettre sur la table, avant la fin de l'année, tous les textes prévus par le G20. Il faudra faire davantage pour encadrer les rémunérations, et les agences de notation. On peut se poser des questions sur le rôle qu'elles jouent dans la crise de la zone euro, si elles tiennent compte des efforts des Etats sous assistance, et de la solidarité de leurs voisins.

Qu'attendez-vous des Etats-Unis en matière de régulation, à l'heure où les républicains

peuvent revenir, au Congrès, sur les avancées de la loi Dodd-Frank sur la régulation financière adoptée à l'été 2010 ?

Mon intention n'est pas de donner des leçons mais de mettre fin à l'arbitrage réglementaire et à l'absence de règles à l'origine de la crise. Entre les deux rives de l'Atlantique, nous devons éviter les doublons ou les vides juridiques. Les Etats-Unis sont en avance sur les matières premières; nous le sommes sur les rémunérations. Sur les produits dérivés, nous ne pouvons pas accepter que les sociétés déjà supervisées et réglementées en Europe soient soumises aux lois américaines. Au nom de la réciprocité, notre but est de reconnaître les règles américaines, et vice versa, faire en sorte que tout échange en Europe soit soumis aux règles européennes, et non américaines.

Progressez-vous en matière de réciprocité dans l'accès aux marchés publics ?

Nous proposerons en octobre un outil juridique qui nous permettra de fermer certains marchés publics quand nos partenaires ferment les leurs à nos entreprises. Je plaide pour une réciprocité positive, afin d'inciter, sans naïveté, les pays tiers à ouvrir leurs marchés comme nous ouvrons les nôtres. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est la même approche pour la transparence des investissements étrangers en Europe : il ne s'agit pas de faire du protectionnisme mais de définir nos secteurs stratégiques, ceux où nous choisissons de ne pas perdre notre indépendance. Au sein des Vingt-Sept, onze pays ont un tel système, onze n'en ont pas, cinq ont un dispositif embryonnaire. Avant de faire des propositions, nous essayons de voir si un tronc commun est envisageable.

Le Monde, Philippe Ricard, 14 juin 2011

LE COMMISSAIRE BARNIER DÉFEND UN BILAN DE 41 NORMES EUROPÉENNES EN 4 ANS

Le représentant de la France à Bruxelles a défendu au Sénat la réforme du système financier. Et réaffirmé son soutien à Jean-Claude Juncker pour présider la future Commission.

Une audience nombreuse est venue assister mardi 9 juin à l'audition du commissaire aux affaires intérieures Michel Barnier devant la Commission des finances du Sénat. Le commissaire, qui était officiellement là pour défendre son bilan, a dressé le tableau de chasse fourni de ses réalisations normatives. En quatre ans, le commissaire au marché intérieur revendique 41 directives ou règlements. Un bilan qui s'explique aussi par l'urgence. « Il fallait faire évoluer le système financier, pour que les banques paient pour les banques en cas de problème, plutôt que les contribuables » a expliqué le commissaire. Les principales réalisations regroupent les règles prudentielles supplémentaires pour les système financier, dont Bâle III, le contrôle du secteur financier en général ou encore l'Union bancaire, dans laquelle une seule autorité supervise toute la zone euro pour tenter d'éviter les risques systémiques.

80 % du programme réalisé

« Par rapport à juin 2010, je dirais que nous avons fait 80 % de notre programme », estime Michel Barnier, qui juge que trois réformes importantes doivent encore être mises en place. Celle des 29 plus grosses banques européennes reste encore en discussion. La seconde avancée nécessaire concerne le « shadow banking », ou système bancaire parallèle qui n'est pas du tout régulé à l'heure actuelle. Enfin la dernière réforme devrait porter sur le mode de fixation des prix des indices Euribor et Libor. « Les manipulations dont ces indices majeurs ont fait l'objet relèvent du scandale », estime le commissaire sortant. Le commissaire a aussi exprimé son sentiment par rapport aux traités régissant l'Union européenne.

Un bilan plus régulateur que libéral

« Peut-être faudrait-il revoir nos accords politiques à la hausse au regard de ce qui a été fait dans ces textes », s'est interrogé le dirigeant européen, tout en se félicitant d'avoir réussi « la condition préalable pour toute initiative de relance économique, qui est le retour à la stabilité financière », ce qu'une trop forte dépendance aux marchés financiers interdit selon lui. Questionné par les sénateurs sur le fait que ces réformes ne soient pas allées suffisamment loin, le commissaire a estimé que le système était complet, « sauf pour les 29 plus grandes banques ». Il a aussi implicitement admis la responsabilité de la France dans le fait que le dossier « loi bancaire européenne » n'avance pas.

« Il faut maintenant que la France prenne ses responsabilités, le texte est raisonnable » a rappelé le commissaire. Après avoir adopté très rapidement en 2012 une loi bancaire a minima, la France tente en effet de protéger son industrie bancaire en traînant des pieds pour l'adoption d'un texte plus contraignant au niveau européen. Le projet de la Commission prévoit notamment l'interdiction du « proprietary trading », ou trading sur comptes propres, qui permet aux banques de placer leurs propres fonds propres à très court terme, des paris qui peuvent s'avérer risqués. Le commissaire a aussi rappelé que l'Europe avait dans le cadre de la directive abus de marché criminalisé les activités financières abusives. « Des gens vont pouvoir aller en prison quand ils le méritent » a assuré le commissaire. Autant d'éléments qui ont valu au commissaire membre de l'UMP les félicitations de la gauche. « A vous entendre, il semblerait que vous n'êtes pas libéral, mais plutôt de notre camp » a assuré un sénateur socialiste

Priorité à l'industrie et la croissance

Parmi les idées peu libérales défendues par Michel Barnier, le commissaire a estimé qu'il fallait désormais donner un nouveau sens à l'Europe en rendant la politique industrielle prioritaire dans le projet européen. « Nous avons pu le faire pour l'agriculture, donc ce n'est pas une question de traités : s'il y a une volonté commune, la nouvelle Commission pourra très bien créer une Europe de l'énergie » a assuré le dirigeant. Pour Michel Barnier, la capacité de la France à ramener son déficit sous la barre des 3 % de son PIB en 2015 est atteignable, malgré les doutes de la Commission. « La France peut atteindre son objectif en 2015 par ce que c'est dans son intérêt » a-t-il affirmé. « La clé pour réussir, c'est la croissance, il faut libérer la réserve d'innovation et d'énergie du pays, estimant que le plan présenté par Manuel Valls allait dans la bonne direction.

Soutien à Jean-Claude Juncker

Interrogé par EurActiv.fr sur la désignation du président de la future Commission, le représentant de la France à Bruxelles a assuré « qu'il soutenait Jean-Claude Juncker depuis le congrès de Dublin, et qu'il le soutenait toujours puisqu'il était le candidat légitime ». A Dublin, le PPE avait en effet élu Juncker comme candidat officiel à la présidence de la Commission, face à Michel Barnier qui avait néanmoins obtenu 245 voix contre 382 pour

Jean-Claude Juncker. Un score qui lui confère une certaine légitimité au sein de la droite européenne, et qui pourrait faire de lui un candidat de consensus en cas d'échec de Juncker à former une majorité. Reste que la présidence française est peu susceptible de laisser le poste «Commission» de la France à un membre de l'UMP.

Euractiv.fr, Aline Robert, 11 juin 2014

Partie 3

***Questions de
politique nationale***

LA CANDIDATURE DE MICHEL BARNIER À LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE EST RELANÇÉE

Et si Michel Barnier finissait par l'emporter ? La candidature du Français à la présidence de la Commission européenne est clairement relancée. Elle est jugée très possible dans les milieux français.

Jean-Claude Juncker, le champion du parti populaire européen, qui est arrivé en tête des élections européennes, a du plomb dans l'aile. Trop fédéraliste, trop usé par vingt années en Europe, l'ancien premier ministre luxembourgeois se heurte au refus du premier ministre britannique, David Cameron, mais aussi du premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, ou de la Suède, Fredrik Reinfeldt.

A eux trois, ils n'ont pas les moyens de former une minorité de blocage, mais Angela Merkel et l'Allemagne ne veulent pas se couper des Britanniques, garants selon eux du grand marché, de la démocratie et qui leur évitent un face-à-face trop pesant avec la France. Le chancelier Adenauer voulait que le Royaume-Uni entre dans l'Union dès sa création dans les années 1950. Dans ce contexte, il faut trouver une personnalité de rechange, qui ne heurte ni Cameron ni le Parlement européen.

LE CHOIX DÉTERMINANT D'ANGELA MERKEL

Michel Barnier fait figure de candidat de compromis. L'actuel commissaire au marché intérieur, qui avait un directeur général britannique à la Commission, n'a pas de veto britannique. Il a rédigé en bonne entente avec la City toutes les directives sur la réglementation des marchés financiers.

Il serait également acceptable par le Parlement : Michel

Barnier voulait être le champion du PPE et se serait présenté aux élections européennes, s'il n'avait pas été évincé par le PPE au profit de Jean-Claude Juncker. Quant à François Hollande, il aura du mal à s'opposer à Michel Barnier même s'il a est membre de l'UMP.

C'est donc Angela Merkel qui détient les clés : pour ne pas se brouiller avec Cameron, elle doit accepter de se dédire, et choisir celui qu'elle avait évincé il y quelques mois pour des raisons de tactique électorale. A l'époque, elle pensait que soutenir Barnier, favori du couple Parlement-Commission, la conduirait à devoir symétriquement approuver la candidature du social-démocrate Martin Schulz si les sociaux-démocrates étaient arrivés en tête du scrutin. Ce dont elle ne voulait pas.

Pour arriver à cette issue, les Allemands veulent s'assurer que François Hollande soutiendrait M. Barnier. Le président français a dit que les électeurs détermineraient le choix du président de la Commission. Il aurait du mal à contrer M. Barnier, même s'il est membre de l'UMP, et si de nombreux socialistes rêvent d'être commissaires à Bruxelles (Pierre Moscovici, Elisabeth Guigou et, dit-on, Jean-Marc Ayrault). Il ne veut pas de l'autre candidat d'Angela Merkel, la patronne du FMI, Christine Lagarde.

Réponse lorsque le Belge Herman Van Rompuy, président du conseil européen, aura avancé dans ses consultations.

Le Monde, Arnaud Leparmentier, 29 mai 2014

RÉGIONALES : L'INVESTITURE DE LAURENT WAUQUIEZ CONTESTÉE

LE SCAN POLITIQUE - Le secrétaire général de l'UMP a été désigné jeudi chef de file pour les élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes. L'ex-ministre Michel Barnier dénonce un «passage en force».

C'est finalement Laurent Wauquiez qui portera les couleurs de l'UMP aux élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes.

La commission nationale d'investiture du parti, qui s'est réunie jeudi après-midi, a désigné l'ex-ministre, avant une confirmation officielle samedi lors du conseil national du parti.

Mais le secrétaire général de l'UMP doit déjà faire face aux contestations. Y compris dans son propre camp. L'ancien ministre Michel Barnier qui visait lui aussi l'investiture a dénoncé, jeudi, «un passage en force» de son rival. «Ce sont des méthodes d'autrefois» visant à «imposer une ligne qui n'est pas la mienne et qui ne correspond pas à l'intérêt de cette région», lâche-t-il au quotidien régional La Montagne. «Ils feront ce qu'ils voudront. Chacun prend ses responsabilités», égratigne-t-il encore. À l'AFP, il avance que «le bon sens voudrait que (son) parti prenne davantage de temps pour ne pas commettre d'erreur».

L'UDI contre Wauquiez

Le choix de l'UMP pourrait priver le parti du soutien de l'UDI dans le cadre d'une alliance dès le premier tour. Dès mercredi le président du parti centriste, Jean-Christophe Lagarde, a fait part sur France info de son manque d'enthousiasme.

«Il y a un problème de ligne politique», s'est-il alarmé. Ajoutant que «si c'est Laurent Wauquiez (qui est désigné), nous ne pourrions pas être sur la même liste. Nous assumerons à ce moment-là notre désaccord. Nous ferons notre propre liste. Dans cette région, nous avons des élus et des électeurs qui souhaitent que la ligne humaniste et fédéraliste soit incarnée, et non une ligne trop proche de l'extrême droite».

«Ce n'est pas un élu de Seine-Saint-Denis qui décide de ce qu'on fait en Rhône-Alpes-Auvergne», rétorque l'entourage de Laurent Wauquiez, qui peut s'appuyer sur le soutien de nombreux parlementaires UMP de la région.

Le Figaro, Tristan Quinault Maupoil, 5 février 2015

MANUEL VALLS : « JE NE PRENDRAI PAS LE RISQUE D'UN REJET DE CE TEXTE »

Une folle journée. La fébrilité avait commencé à gagner l'exécutif lundi 16 février après les derniers pointages effectués auprès de l'ensemble des groupes politiques de l'Assemblée nationale, montrant que la majorité attendue sur le projet de loi Macron serait plus étroite que prévu. Mardi matin, alors que le vote doit avoir lieu aux alentours de 17 heures, l'incertitude est toujours de mise. Toutefois, assure l'entourage d'Emmanuel Macron, « la décision a été prise de ne pas engager le 49-3 ». Le ministre de l'économie, qui estime que le travail effectué sur son texte en commission et en séance apporte suffisamment de garanties, a fortement plaidé auprès de François Hollande et de Manuel Valls pour aller jusqu'au vote, quoi qu'il en soit, et « que chacun prenne ses responsabilités ».

Un coup de pression supplémentaire avant la réunion du groupe socialiste, à 11 heures, à laquelle se rendent le premier ministre et le ministre de l'économie. Réunion houleuse, tendue : la majorité du groupe socialiste s'exaspère de l'attitude des « frondeurs », leur reprochant de jouer plus les manœuvres d'avant-congrès que de se positionner sur la réalité du texte. Même si, à l'issue de la réunion, le vote est organisé auprès des députés encore présents donne une unanimité en faveur du « pour » moins trois voix, celui-ci n'a pas grande signification. D'autant qu'une petite frange de députés hésitent encore à se déterminer.

Marge d'incertitude

Les responsables du groupe refont leurs derniers pointages : selon eux, sur les 288 députés socialistes et apparentés, 242 devraient voter pour, 24 s'abstenir et 22 voter contre. Mais avec encore une petite marge d'incertitude. Ce sont les dernières estimations qu'ils font remonter à l'Élysée et à Matignon. Dans le même temps, les autres groupes ont également arrêté le décompte de la répartition de leurs voix. En théorie, avec les 4 députés UMP (Olivier Carré, Frédéric Lefebvre, Thierry Mariani et Hervé Mariton) et les 8 UDI qui ont indiqué vouloir voter pour le projet de loi, celui-ci dispose d'une courte majorité, estimée entre 6 et 8 voix. Mais celle-ci reste virtuelle, trop fragile. « On ne pouvait pas tabler sur une réserve UMP-UDI dont on n'était pas sûr de la fiabilité », estime le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux.

Au Palais-Bourbon, on ignore encore ce que le gouvernement va décider. A 14 h 31, coup de tonnerre. Une alerte de l'AFP signale qu'un conseil des ministres extraordinaire est convoqué. Il ne fait pas de doute

qu'il s'agit d'autoriser le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement. La séance des questions au gouvernement s'engage dans une atmosphère survoltée. La droite, qui pressent que le gouvernement va être acculé au 49-3, est déchaînée tandis que, sur les bancs du groupe socialiste, beaucoup font grise mine, ne voulant pas croire que, pour la première fois depuis le début du quinquennat de François Hollande, le gouvernement va devoir recourir au « 49-3 ». L'Hémicycle s'échauffe.

La première question portant sur le projet de loi sur la croissance et l'activité est posée par la députée du Front de gauche Jacqueline Fraysse. Dénonçant « des reculs sans précédent », elle estime, largement applaudie sur les bancs de l'UMP, que « vos agitations et hésitations autour du recours à l'article 49-3 sont un aveu de faiblesse ». C'est un Emmanuel Macron crispé comme rarement qui lui répond. « Au fond, de part et d'autre de cet Hémicycle, vous restaurez l'union de ceux qui ne veulent pas changer le pays et préfèrent nous accuser de ne pas faire assez parce qu'ils n'ont rien fait eux-mêmes », assène-t-il, sous les huées de la droite et des communistes.

Trop risqué

Puis c'est Christian Jacob, le président du groupe UMP, qui interpelle le premier ministre : « Avez-vous encore la capacité de gouverner aujourd'hui ? », s'interroge-t-il, soulignant l'« urgence » et la « panique » dans lesquelles va être décidé de dégainer le 49-3 pour faire adopter « cette petite loi Macron ». « Non seulement il y a une majorité, monsieur Jacob, mais ce que je sais, (...) c'est qu'il n'y a pas de majorité alternative, et que votre groupe et votre formation politique sont incapables de présenter un projet cohérent au pays », rétorque M. Valls, avant de conclure : « Comme vous le verrez dans quelques minutes, le gouvernement fera tout pour que cette loi passe, parce qu'elle est utile pour la France ! »

Troisième saveur, cette fois, avec Philippe Vigier, le président du groupe UDI : « Oui ou non, monsieur le premier ministre, la responsabilité du gouvernement sera-t-elle engagée dans les prochaines heures ? », insiste-t-il. « J'aurai l'occasion dans un instant de m'exprimer sur ce sujet, mais à ce stade, je pense que si chacun se ressaisit, si chacun prend conscience qu'il se joue quelque chose d'important et que nous sommes à un moment de vérité, ce texte peut être adopté », lui répond le premier ministre.

Subsisterait-il un espoir que le texte soit soumis au

vote ? Les journalistes, qui ont afflué en masse au Palais-Bourbon, sont dans l'expectative. La séance est suspendue à 16 h 10 après les questions au gouvernement. Alors que, dans les couloirs de l'Assemblée, règne la plus grande confusion, MM. Valls, Macron, Le Roux et le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, se réunissent autour d'une table dans le salon Delacroix, qui jouxte l'Hémicycle. Le premier ministre joint au téléphone François Hollande. Le coup est trop risqué : décision est prise d'engager la responsabilité du gouvernement.

Goût amer

16 h 25 : la séance reprend pour appeler le vote du projet de loi, mais c'est au premier ministre que le président de l'Assemblée donne la parole. M. Valls monte à la tribune, l'air grave. Après avoir salué le travail effectué sur ce texte et souligné son importance, il annonce : « Une majorité existe vraisemblablement sur ce texte. (...) Je ne prendrai pas la responsabilité du risque d'un rejet d'un tel projet, que je considère comme essentiel pour notre économie. (...) J'engage donc la responsabilité du gouvernement. »

La messe est dite. Le débat est suspendu. Un peu plus d'une heure plus tard, M. Jacob annonce qu'une motion

de censure a été déposée par l'UMP, soutenue par l'UDI. Elle sera discutée jeudi à partir de 16 heures. Si elle ne recueille pas une majorité, ce qui est quasiment acquis, le texte sera considéré comme adopté, sans avoir été soumis au vote, et sera transmis au Sénat, où il devrait être examiné début avril.

Cette conclusion laisse un goût amer au rapporteur général du projet de loi, Richard Ferrand : « Le contraste est triste entre le travail très constructif que nous avons effectué et le fait que, pour mener à bien ces projets nécessaires, ils ne puissent être votés », déplore le député (PS) du Finistère.

Le groupe socialiste se réunit immédiatement pour tirer les premières conséquences de cet échec. « La politique, c'est sérieux, on ne joue pas, tonne M. Le Roux. Ceux qui veulent continuer à jouer le congrès vont s'en rendre compte. »

Pour Christian Paul, un des chefs de file des « frondeurs », « le 49-3, c'est la reconnaissance que la méthode n'était pas la bonne ». « Le gouvernement n'a pas voulu entendre les signaux qui lui ont été adressés. Il va y avoir une navette. Il va devoir réviser sa position s'il veut une majorité de gauche », prévient le député de la Nièvre. Mais la rupture semble bien, cette fois, avoir atteint un point de non-retour.

Le Monde, Patrick Roger, 18 février 2015

DÉPARTEMENTALES: SARKOZY NE «DÉVIERA PAS» DE SA LIGNE, NI FN NI PS

Le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, a réaffirmé mardi sa position en faveur du «ni-ni», ni Front national, ni PS, au second tour des élections départementales, assurant qu'il ne «dévier(ait)» pas de sa ligne politique.

«Nous avons fixé une ligne politique dont je ne dévierai pas, il n'y aura pas un accord avec le Front national, et toute personne qui fera un accord avec le Front national nous le mettrons dehors», a assuré Nicolas Sarkozy sur RTL.

«En même temps nous ne voterons, dans les rares cas où nos candidats ne peuvent pas se maintenir, ni pour les candidats de la gauche, dont nous combattons la politique, ni pour les candidats du Front national avec qui nous n'avons rien à voir», a-t-il affirmé.

«Le parti socialiste adore donner des leçons de morale», a dit l'ancien président de la République, ajoutant: «J'ai une dizaine de cas très précis où les candidats du PS arrivés en troisième position se maintiennent, mais je n'ai pas de commentaires à faire sur la stratégie des socialistes».

«Ceux qui ont voté pour le Front national, j'ai envie de dire: c'était votre droit, mais votez pour le Front national et vous aurez un candidat socialiste de plus», a-t-il affirmé.

Qu'est-ce qui différencie l'UMP du FN? «Tout. Mme Le Pen a une politique économique folle, qui est exactement, point pour point, celle de M. Mélenchon», a répondu l'ancien président, qui a dressé un long parallèle entre la

présidente du FN et le candidat du Front de Gauche à la présidentielle de 2012.

«Il y a quelque chose de très clair depuis 1981, chaque fois que la gauche est au pouvoir, le Front national monte», a accusé M. Sarkozy. Mais pour autant, «aller donner des leçons de morale à des gens qui souffrent, des gens qui ont vu leur usine fermer, des gens qui n'en peuvent plus, des gens qui pensent que leur terroir, leur mode de vie va changer, c'est absurde et c'est contre-productif. M. Valls devrait garder pour lui ses leçons de morale et essayer d'améliorer sa politique, ce qui ferait revenir un certain nombre d'électeurs dégoûtés par la politique qui s'impose à la France depuis trois ans vers les formations politiques républicaines», a-t-il dit.

Pour les départementales, «j'ai un objectif mais je le garde pour moi, par prudence. Je ne suis pas du tout superstitieux, bien que marié à une Italienne, mais je sais d'expérience que ce sont les Français qui décident. J'ai été étonné d'ailleurs d'entendre le président Hollande dire que, quelle que soit la décision des Français, il ne changerait ni de politique, ni de Premier ministre. Autant dire aux Français +dites ce que vous voulez, on ne vous écouterait pas+. A mon avis, ce n'est pas très prudent».

Le Parisien, AFP, 24 mars 2015

SELON MICHEL BARNIER, LA FRANCE A ATTEINT LA «LIGNE ROUGE» SUR LE NIVEAU DES IMPÔTS

La «ligne rouge» est atteinte. C'est ce que le commissaire européen au Marché intérieur Michel Barnier a estimé ce mardi, concernant le niveau d'imposition en France. Il a aussi appelé à davantage de courage politique pour réformer.

«Il y a trop d'impôts en France», a déclaré Michel Barnier sur RMC/BFMTV. «Nous sommes le pays qui prélève 54% du travail pour la puissance publique régionale, locale, l'Etat». Selon lui, «le problème de ce pays, c'est que par faute de dialogue social, peut-être par faute de courage politique, à gauche et à droite on n'arrive pas à réformer».

Les Français «sont capables de comprendre si on leur explique le sens de leurs efforts. Ce pays est trop conservateur, ce pays a trop de rhumatismes et je pense

que c'est le moment de vérité» a estimé le commissaire européen. «Dans les six mois ou un an qui viennent, il faut que le gouvernement aie le courage de réformer ce pays, comme on a commencé à le faire», ajoute-t-il.

Le ministre du Travail Michel Sapin «a réussi une réforme du marché du travail, il faut continuer». «La réforme des retraites n'est pas la grande réforme, elle est utile mais je pense que ce n'est pas la grande réforme dont la France a besoin» a-t-il poursuivi.

Michel Barnier juge ainsi nécessaires des réformes de la fiscalité et de l'organisation territoriale. «Ce n'est pas Bruxelles qui dit ça», a fait valoir le commissaire européen au Marché intérieur en référence aux récents rapports de Louis Gallois sur la compétitivité de l'économie française et de la Cour des Comptes.

L'Express, l'Expansion, avec AFP, 24 septembre 2013

D8 LANCE CE LUNDI SA TÉLÉ-RÉALITÉ POLITIQUE

Thierry Mariani découvre les galères d'un trajet en fauteuil roulant, Bernard Accoyer se frotte au stress d'un brancardier urgentiste : dans l'émission Politiques Undercover, proposée lundi soir sur D8, des élus se déguisent pour vivre la vie de «vraies gens», un concept qui a suscité une vive controverse. Pour les deux premiers épisodes, diffusés à 20 h 50, quatre élus de gauche et de droite - Bernard Accoyer, Thierry Mariani, Samia Ghali et Jean-Luc Romero - se sont glissés respectivement dans la peau d'un brancardier, d'un handicapé, d'une mère célibataire en quête d'appartement et d'un militant contre l'abstention. Affublés de perruque, faux nez et menton postiche, ils ont vécu pendant une journée, sans filtre, la vie de Monsieur et Madame Tout-le-monde, le tout filmé en caméra cachée. Un scénario inspiré notamment de la série britannique Undercover Boss (transposée en France avec «Patron incognito»), où des patrons se griment afin de se mêler à leurs salariés.

«Ça me permettra de faire parler de la problématique du logement de manière plus concrète», s'est justifiée sur RTL Samia Ghali, sénatrice-maire PS du 8e secteur de Marseille. Grosses lunettes et perruque blonde, l'élue a passé une journée dans la peau d'une secrétaire divorcée à la recherche d'un logement social. «Mon but n'était pas de me mettre dans la vraie vie, j'y suis déjà ! C'était d'entendre les gens parler à coeur ouvert, sans savoir qu'ils s'adressent à l'homme politique dont ils connaissent l'étiquette et les combats», a expliqué pour sa part au Parisien Jean-Luc Romero, conseiller régional d'Ile-de-France (PS apparenté), qui dit avoir entendu des «choses dures» sur l'homosexualité, lui qui avait été l'un des premiers politiques à faire son coming-out il y a quelques années.

«Cette émission n'a rien à voir avec le Loft. C'est une émission d'immersion», s'est également défendu dans Le Parisien le député des Français de l'étranger Thierry Mariani, qui a troqué sa voiture de fonction pour un fauteuil roulant. Le temps de se heurter à de nombreux obstacles : «vous réalisez que tout est prévu, mais

qu'il y a toujours des grains de sable. Résultat : un déplacement qui devait durer 20 minutes m'a pris en réalité 4 heures.» «J'avais lu des dizaines de notes sur le sujet quand j'étais ministre, mais ce n'est pas la même chose quand vous êtes dans un fauteuil pendant une journée», déclarait déjà l'ancien ministre des Transports fin octobre, face à la polémique qu'avait immédiatement déclenchée l'annonce du lancement de cette émission.

Julien Dray en costume de prof ?

Alors que la classe politique est régulièrement accusée d'être déconnectée du réel, l'ex-Premier ministre François Fillon avait dénoncé un mélange des genres entre «politique et amusement». «S'ils ont besoin de se déguiser pour aller voir la vraie vie, ils ont un vrai problème. C'est plus grave que ça : c'est une perversion du débat politique», avait-il accusé. Le tollé dans une partie de la classe politique avait poussé deux candidats pressentis à se retirer : l'ex-ministre Michèle Alliot-Marie et le conseiller régional UMP d'Ile-de-France, Geoffroy Didier. MAM, à qui la production avait proposé d'enfiler l'uniforme de gardienne de la paix, avait fini par déclarer : «Je suis contre la télé-réalité pour les politiques. (...) Quand on est dans une fonction, on respecte cette fonction.» Mais le producteur ne désespère pas de la voir un jour à l'écran. «Je prends le métro tous les jours. Je n'ai pas besoin d'artifice pour comprendre et saisir les préoccupations de nos concitoyens», a expliqué lundi Geoffroy Didier à l'AFP, sans pour autant condamner le concept.

Annoncés fin octobre parmi les participants, l'ex-ministre Dominique Bussereau et le député Julien Dray seront également absents lundi soir. Mais ils pourraient participer à un prochain épisode. «Je devais être prof au lycée dans lequel j'ai été élève et pour l'instant, l'Éducation nationale n'a pas donné son feu vert», a expliqué Julien Dray. «Mais je ne désespère pas d'y arriver. Cela a un sens pour moi de voir de l'intérieur de la machine.»

Le Point, 15 décembre 2014

Sommaire

Introduction	3
Biographie.....	5
L'Europe, dimension politique	9
Michel Barnier: « Il faut un contrat social européen »	11
<i>L'Express - L'Expansion, Christophe Barbier, 3 janvier 2013</i>	
Barroso fait le bilan de ses 10 ans à la tête de la Commission	14
<i>Euractiv.fr, Anne-Claude Martin, 10 octobre 2014</i>	
La plus grave crise dans l'histoire de la Commission de Bruxelles	15
<i>Le Monde, Marcel Scotto, 16 mars 1999</i>	
Pour Federica Mogherini, « les menaces sont partout ».....	16
<i>Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 7 octobre 2014</i>	
Nucléaire iranien : la chef de la diplomatie de l'UE se rend à Lausanne	18
<i>Le Monde, avec AFP, 28 mars 2015</i>	
Le référendum sur un «Brexit» pourrait avoir lieu dès 2016.....	19
<i>Courrier International, 5 janvier 2015</i>	
L'Europe, dimension économique	21
Michel Barnier, sur les décombres de Lehman Brothers.....	23
<i>Les Échos, Renaud Honoré, 13 septembre 2013</i>	
Bruxelles défend sa réforme bancaire face au tir groupé franco-allemand	26
<i>Les Échos, Renaud Honoré, 29 janvier 2014</i>	
La City salue le départ de Michel Barnier et l'arrivée de son successeur britannique	28
<i>Le Monde, Eric Albert, 30 septembre 2014</i>	
Michel Barnier : « J'appelle à désigner un ministre européen de l'économie et des finances ».....	29
<i>Le Monde, Philippe Ricard, 14 juin 2011</i>	
Le commissaire Barnier défend un bilan de 41 normes européennes en 4 ans.....	31
<i>Euractiv.fr, Aline Robert, 11 juin 2014</i>	
Questions de politique nationale.....	33
La candidature de Michel Barnier à la présidence de la Commission européenne est relancée	35
<i>Le Monde, Arnaud Leparmentier, 29 mai 2014</i>	
Régionales : l'investiture de Laurent Wauquiez contestée	36
<i>Le Figaro, Tristan Quinault Maupoil, 5 février 2015</i>	

Manuel Valls : « Je ne prendrai pas le risque d'un rejet de ce texte »	37
<i>Le Monde, Patrick Roger, 18 février 2015</i>	
Départementales: Sarkozy ne «déviara pas» de sa ligne, ni FN ni PS.....	39
<i>Le Parisien, AFP, 24 mars 2015</i>	
Selon Michel Barnier, la France a atteint la «ligne rouge» sur le niveau des impôts	40
<i>L'Express, l'Expansion, avec AFP, 24 septembre 2013</i>	
D8 lance ce lundi sa télé-réalité politique.....	41
<i>Le Point, 15 décembre 2014</i>	